

LES RÉFORMES SOCIALES- ORGANISATION DU TRAVAIL.

Le travail est le maître du monde. Il a été l'initiateur de la société dont il doit devenir le régulateur suprême. L'homme veut être heureux, veut jouir. Or on ne jouit que par le travail. La nature est une bonne mère, mais elle veut être sollicitée. L'association pour le travail, car les forces de l'individu sont limitées, a été la première forme de la société. La première manifestation des rapports sociaux a eu pour objet l'échange des produits du travail, et cet échange a révélé aux hommes la grande loi de la solidarité sociale.

Toutes les améliorations dans la condition des particuliers, tous les perfectionnements, toutes les commodités de la civilisation, tout a été produit par le travail.

La loi de l'homme dans la société, c'est donc le travail. Le travail est la condition de l'existence et du bien-être; tout le monde doit travailler pour vivre et pour participer à l'oeuvre civilisatrice.

C'est donc dans l'organisation du travail qu'il importe avant tout de réaliser la liberté et l'égalité, car l'organisation du travail est le fondement même de l'organisation de la société.

La première forme du despotisme a été l'exploitation par quelques hommes du travail des autres.

Les despotes oisifs, en s'emparant de gré ou de force des produits du travail ont prétendu jouir du bien-être qui est la compensation du travail, et laisser la peine aux travailleurs.

Ainsi la loi naturelle de la société a été violée et avec elle le principe de justice qui devait régler les rapports sociaux.

«*La nature est juste envers les hommes, dit Montesquieu; elle les récompense de leurs peines; elle les rend laborieux, parce qu'à de plus grands travaux elle attache de plus grandes récompenses; mais si un pouvoir arbitraire ôte les récompenses*

de la nature, on se prend de dégoût pour le travail, et l'inaction paraît le seul bien».

C'est ainsi que le travail, cette grandeur de l'homme, cet emblème de sa puissance infinie, cette condition de son existence, a été considéré comme une servitude, comme une déchéance; et toutes les lois de la nature ont été renversées, toutes ses indications salutaires ont été perverties.

De là est venue cette idée que les hommes étaient faits pour souffrir et que les jouissances étaient réservées aux dieux ou aux souverains, leurs représentants sur la terre. L'idée aristocratique a étendu le nombre des hommes admis aux jouissances sociales, mais elle n'a fait qu'appesantir plus lourdement sur la masse le joug de la souffrance, c'est-à-dire du travail.

C'est ainsi que la liberté des citoyens des républiques antiques était fondée sur l'esclavage, c'est-à-dire sur le travail des autres. La société de l'ancien régime était fondée sur le servage, qui représentait la même idée sous un autre mot. Notre société moderne est encore fondée sur le salariat, qui n'est qu'une forme déguisée de l'esclavage. En effet, c'est toujours le travail des autres qui alimente la richesse et le bien-être des classes élevées.

La théorie de ce despotisme social, base de la liberté aristocratique, a été faite par Platon et par Aristote: «*La nature, dit Platon, n'a produit ni cordonniers ni forgerons; de pareilles occupations dégradent ceux qui les exercent, vils mercenaires, misérables sans nom qui sont exclus par leur état même des droits du citoyen*». - «*Une bonne constitution, dit Aristote, n'admettra jamais les artisans parmi les citoyens. La qualité de citoyen appartient, non pas à tous les hommes libres, par cela seul qu'ils sont libres; elle n'appartient qu'à ceux qui n'ont pas à travailler pour vivre. Travailler pour la personne d'un individu, c'est être esclave; travailler pour le public, c'est être ouvrier ou mercenaire. Il suffit de donner à ces faits la moindre attention pour que la question soit parfaitement claire*».

Toute notre organisation sociale repose encore sur ces préjugés et sur ces sophismes. Ainsi exposés dans leur nudité, ou plutôt dans leur naïveté, ne se réfutent-ils pas d'eux-mêmes?

La nature, dit-on, n'a créé ni cordonniers ni forgerons. Mais elle nous a fait une loi de vivre et de nous développer, et comme le travail est la condition essentielle de notre existence et de notre développement, il en résulte que le travail est la première loi de la nature.

Travailler pour les autres constitue une infériorité et une servitude. Aussi faut-il que tout le monde travaille. Alors chacun travaillera vraiment pour soi, et l'échange réciproque des produits du travail sera la consécration de l'égalité sociale.

C'est sur ce principe que doit être fondée la liberté moderne, et c'est en cela qu'elle se distingue profondément de la liberté antique.

Il n'est pas besoin d'être socialiste pour reconnaître la justesse de cette proposition. *«Il n'y a de véritable égalité que devant le travail et par le travail, dit très justement M. de Cormenin; et, en bonne justice comme en bonne économie, pour consommer il faut produire»*. Ceux-là seuls qui travaillent ont le droit de vivre, et ceux qui vivent sans travailler vivent nécessairement aux dépens des autres; ce qui est un abus intolérable. Il faut donc les obliger à travailler, afin de les faire rentrer dans l'ordre et dans la justice.

La formule de l'égalité sociale, c'est que les produits s'échangent contre les produits, c'est-à-dire que tous ceux qui veulent participer à la communion sociale doivent travailler, et qu'un homme ne peut exiger un travail d'un autre homme qu'à la condition de lui donner un équivalent de son propre travail.

Le travail d'un homme vaut le travail d'un autre homme; il n'y a pas de professions serviles et de professions libérales; c'est surtout dans le travail que les hommes doivent être égaux; une heure du travail d'un maçon vaut une heure du travail de l'architecte; une heure du travail de l'artisan vaut une heure du travail du médecin ou de l'avocat; et enfin une heure du travail d'un administré vaut une heure du travail d'un administrateur. C'est sur cette base de l'équivalence des fonctions qu'il faut asseoir l'égalité sociale, sans laquelle, on ne saurait trop le répéter, il n'y a pas de véritable égalité, partant pas de véritable liberté.

Ce principe de l'équivalence des fonctions,

formulé par Proudhon, avait été entrevu par Condorcet, qui écrivait en 1792, dans un article de la *Chronique du mois*, intitulé: *De la nature des pouvoirs politiques dans une nation libre*: *«Toute société se partage nécessairement en deux classes: ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés; et il en résulte une inégalité réelle et nécessaire, jusqu'au moment, encore éloigné peut-être, où les hommes regarderont le travail de faire des lois, de rendre des jugements, comme une simple occupation du même genre que celle de faire un livre, de combiner une machine, de résoudre un problème»*. - Laquelle occupation, aurait dû ajouter Condorcet, est elle-même du même genre que celle de bâtir une maison, de fabriquer un ustensile, de cultiver la terre, en un mot de faire un travail manuel quelconque.

Et le travail par excellence, c'est le travail producteur, c'est celui qui accroît vraiment les ressources de la société. Il importe donc de réhabiliter le travail manuel, et surtout d'en finir avec ce préjugé qui nous fait accorder une distinction particulière aux professions dites libérales, tandis que ces professions, composées le plus souvent d'individus parasites, qui, comme les avocats, spéculent sur l'injustice et la mauvaise foi des hommes, sur les crimes, sur les malheurs de la société, devraient au contraire être frappées de déconsidération.

C'est sur ces principes qu'il importe de réorganiser le travail et par le travail de réformer la société.

Les produits, disons-nous, s'échangent contre les produits. Pour que l'échange ait lieu sur des bases équitables, il faut que chaque travailleur jouisse du produit intégral de son travail. Si l'ouvrier qui produit 3 reçoit 1, puis va au marché pour racheter avec 1 ce qui a coûté 3 à produire d'abord, et ce qui, en outre, se trouve augmenté de frais accessoires multipliés et cumulés, il est fatalement condamné à la misère; il ne peut y échapper, dans tous les cas, que par des efforts surhumains.

C'est ce qui a lieu actuellement avec les prélèvements exorbitants du capital sur le travail, prélèvements qui n'auraient plus leur raison d'être si tout le monde travaillait.

Un économiste qui n'est pas suspect de socialisme, Adam Smith, nous fait bien toucher du doigt la nature abusive du prélèvement capitaliste: *«On dira que les profits du capital (le bénéfice qu'il prélève sur le travail d'autrui) ne sont autre chose qu'un nom différent donné au salaire d'une*

espèce particulière de travail, le travail de direction et d'inspection. Ils sont cependant d'une nature absolument différente des salaires; ils se règlent sur des principes entièrement différents, et ne sont nullement en rapport avec la quantité et la nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction. Ils se règlent en entier sur la valeur du capital employé, et ils sont plus ou moins forts, à proportion de l'étendue de ce capital. Le salaire du travail est en raison du travail; le profit de l'entrepreneur est en raison du capital. Si le manufacturier opère sur un million, et si son travail d'inspection équivaut à 10%, il percevra 100.000 fr.; s'il opère sur 2 millions, il percevra 200.000 fr., bien que son travail soit à peu près le même.

Le patron, outre son prélèvement sur le travail individuel de chacun des ouvriers qu'il emploie, bénéficie de tout le travail collectif, qui produit des résultats que ne pourrait jamais atteindre le travail individuel, mais qui, selon les lois de la justice, devraient profiter à la collectivité des travailleurs qui les ont obtenus.

Les rapports du capital et du travail sont ainsi la cause fondamentale de l'inégalité sociale, et pour tarir cette inégalité dans sa source, il importe de réformer les relations du capital et du travail, d'après les principes de la justice.

Le travail aujourd'hui est placé sous la dépendance absolue du capital. Or, il faut mettre le travail sur un pied d'égalité complète vis-à-vis du capital.

Nous touchons ici au noeud du problème social. Le capital est le rempart du despotisme social, lequel est le fondement du despotisme politique.

Il importe d'abord de bien éclaircir les notions relatives au phénomène du capital. Qu'est-ce que le capital? C'est, d'après la définition de tous les

économistes, du travail accumulé; c'est un fonds produit par les résultats d'un travail antérieur.

Ce fonds, disent les économistes, est nécessaire pour procurer aux travailleurs les outils, l'agencement, les matières qu'exige le travail, et pour les nourrir et les entretenir pendant leur oeuvre qui pour être parfaite et négociable peut exiger un temps plus ou moins considérable, plusieurs jours ou plusieurs semaines. *«En observant les procédés de l'industrie, dit J. B. Say, on s'aperçoit que seul, abandonné à lui-même, le travail ne suffit pas pour donner de la valeur aux choses. Il faut de plus que l'homme possède des produits déjà existants, sans lesquels son industrie, quelque habile qu'on le suppose, resterait dans l'inaction».* *«Sans cette condition, dit M. Stuart Mill, aucune opération de production n'est possible, au delà toutefois des commencements d'une industrie grossière et pauvre».*

Cela nous explique bien l'utilité du capital, qui est un auxiliaire important, indispensable si l'on veut, du travail. Mais cette explication nous indique en même temps le caractère essentiel et obstinément méconnu du capital, qui doit être subordonné au travail puisqu'il en est le produit (1). A l'apologie que nous avons faite plus haut du travail, il faut donc joindre ce trait qu'il est l'auteur du capital.

Si donc le travail est soumis au capital, c'est le monde renversé.

La source de l'abus, c'est que le capital est séparé du travail auquel il devrait rester étroitement uni; c'est qu'en réalité, dans l'état actuel, le capital est, entre les mains de ceux qui le possèdent, le produit du travail des autres.

Le capital, fils du travail, se révolte, contre son auteur, l'asservit et l'exploite. C'est là un désordre qui est la cause de tous les vices de notre organisation sociale.

(1) Il ne s'agit pas de supprimer le capital, mais de le ramener à sa véritable fonction. *«Ni l'idée, ni la chose ne doivent périr, dit Proudhon, puisque supprimer le capital, ce serait interdire le travail. Ce que nous voulons abolir dans le capital, c'est sa prépondérance à l'égard du travail, c'est la séparation du travailleur et du capitaliste en deux catégories de personnes dont les intérêts sont contradictoires, et dont l'une est nécessairement oppressive de l'autre».*

Il n'est pas douteux que si l'on veut séparer le capital du travail, c'est le travail qui doit faire la loi; les rapports actuels du capital et du travail doivent être complètement intervertis; c'est le capital, dont les services sont limités, qui doit recevoir un salaire fixe, et c'est le travail, dont la puissance est illimitée est vraiment créatrice, qui doit avoir les bénéfices indéterminés. La seule objection sérieuse que l'on puisse opposer à cette proposition, c'est que, dans la pratique actuelle, le capital assume ordinairement tous les risques de l'entreprise, et c'est dans cette responsabilité qu'il puise tous ses droits. Il est évident que cette responsabilité devra être assumée par le travailleur. Et c'est précisément parce que le salaire est une prime donnée à l'irresponsabilité du travailleur qu'il est essentiellement démoralisant et doit être absolument répudié.

Mais cette dualité du capital et du travail, créée par le vice fondamental de notre état social et entretenue à tort par les économistes doit disparaître. Dans la production, le capital n'a pas en réalité de fonction distincte de celle du travail; M. Stuart Mill l'avoue expressément, et il faut prendre acte de son aveu: *«Sa fonction (la fonction du capital); son instrumentalité dans la production, est en réalité la fonction du travail sous une autre forme».*

C'est dans la violence et dans la conquête qu'il faut chercher l'origine de la domination abusive du capital, - qui est la même que celle de tout despotisme.

Nous avons cité l'opinion remarquable de Montesquieu.

L'un des premiers économistes français, Boisguillebert, qui écrivait vers 1700, est encore plus explicite: *«Le crime et la violence s'étant mis, avec le temps, de la partie, celui qui fut le plus fort voulut ne rien faire et jouir des fruits du travail du plus faible, en se rebellant entièrement contre les ordres du créateur».*

Les économistes eux-mêmes, quand ils sont de bonne foi, reconnaissent ce désordre, bien qu'ils n'aient pas la hardiesse d'envisager le remède.

C'est ainsi que M. Stuart Mill écrit ces paroles remarquables: *«L'organisation sociale de l'Europe a eu pour point de départ la distribution d'une propriété qui était le résultat non d'une juste répartition ou d'acquisitions faites à l'aide de l'industrie, mais de la conquête et de la violence; et, malgré ce que l'industrie a fait depuis tant de siècles pour modifier l'oeuvre de la force, le système conserve de nombreuses et profondes traces de son origine».*

Voilà qui justifie complètement les critiques de la propriété faites par les socialistes.

Il faut ramener la propriété au principe qui seul peut la rendre légitime: c'est qu'elle soit la garantie, pour chaque citoyen, du produit de son travail.

Pour continuer à nous abriter sous une autorité qui ne soit pas suspecte, nous allons laisser M. Stuart Mill nous expliquer et nous faire toucher au doigt comment l'institution de la propriété a été dénaturée, et comment l'organisation actuelle de la propriété repose sur une injustice qui appelle un prompt redressement.

«La propriété individuelle, toutes les fois que l'on entreprend sa défense, dit M. Stuart Mill, est supposée impliquer la garantie aux individus des fruits de leur propre travail et de leur propre abstinence. La garantie des fruits du travail et de l'abstinence des autres qui leur est transmise sans aucun mérite ou effort de leur part, n'est pas l'essence même de l'institution, mais une conséquence purement passagère, qui, arrivée à un certain point, ne favorise pas, mais combat les fins qui rendent légitime la propriété individuelle».

«Les lois de la propriété ne se sont jamais encore conformées aux principes sur lesquels repose la justification de la propriété privée, dit encore l'éminent économiste anglais. «Elles ont fait une propriété de choses qui ne devraient jamais être considérées comme telles, et créé une propriété absolue là où il n'aurait dû exister qu'une propriété conditionnelle. Elles n'ont pas tenu la balance équitablement entre les créatures humaines, mais elles ont accumulé les obstacles pour quelques-uns, afin de donner des avantages au reste de la société; elles ont à dessein entretenu les inégalités et empêché que tous pussent s'élaner sans obstacle dans la carrière...».

M. Stuart Mill est tellement pénétré de ces inconvénients et de ces abus qu'il ne craint pas de reconnaître, avec une bien honorable loyauté, la supériorité du communisme, si on le compare à l'organisation sociale actuelle.

«S'il fallait choisir, dit-il, entre le communisme avec toutes ses chances et l'état actuel de la société avec toutes ses souffrances et ses injustices; si l'institution de la propriété particulière entraînait nécessairement avec elle cette conséquence, que le produit du travail fût réparti, ainsi que nous le voyons aujourd'hui, presque toujours en raison inverse du travail accompli, la meilleure part échéant à ceux qui n'ont jamais travaillé, puis à ceux dont le travail est purement nominal, et ainsi de suite, d'après une échelle descendante, la rémunération diminuant à mesure que le travail devient plus pénible et plus rebutant, jusqu'au point où le travail physique le plus fatigant et le plus fait pour épuiser les forces corporelles ne peut compter avec assurance qu'il se procurera même les choses nécessaires à la vie; s'il n'y avait d'alternative qu'entre cet état de choses et le communisme, toutes les difficultés du communisme, grandes ou petites, ne seraient qu'un grain de poussière dans la balance...».

«Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, pour rendre la comparaison applicable, nous devons comparer le communisme, en ce qu'il a de meilleur, avec le régime de la propriété individuelle, non tel qu'il est, mais tel qu'il pourrait et devrait être. Que tous puissent s'élever dans des conditions parfaitement identiques, c'est ce qui est en désaccord avec le principe de la propriété individuelle; mais si toute la peine que l'on a prise pour aggraver l'inégalité des chances dérivant de l'action naturelle de ce principe l'eût été pour amoindrir cette inégalité par tout moyen qui n'eût pas détruit le principe lui-même, si la tendance de la législation eût été de favoriser la diffusion et non la concentration de la richesse, on

n'eût pas trouvé que le principe de la propriété individuelle avait une connexion fatale avec les maux physiques et sociaux que presque tous les écrivains socialistes affirment être inhérents à ce principe».

«Les mauvaises lois accroissent l'inégalité des richesses, disait pareillement Condorcet; les bonnes peuvent aisément la réduire à de justes bornes».

L'économie politique ne s'est pas du tout tenue en souci de suivre ces indications, et elle s'est bornée le plus souvent à un empirisme stérile, quand elle n'a pas cherché à justifier par des sophismes grossiers et par la plus irritante confusion de langage l'état de choses anti-scientifique non moins qu'injuste qu'elle avait pour mission au contraire de corriger (2).

Mais ces citations sont utiles pour montrer à tous les esprits de bonne foi qu'en poursuivant dans l'organisation sociale la réalisation des principes d'égalité et de liberté, donnés comme base à notre organisation civile et politique, les socialistes ne poursuivent pas une pure utopie, et qu'ils ont raison de demander une reconstitution de la propriété sur des bases nouvelles.

Dans l'organisation actuelle, la propriété n'est presque jamais fondée sur le travail de ceux qui la possèdent; elle est presque toujours le résultat du travail des autres. Mais dans nombre de cas elle n'a pas d'autre origine que la spéculation; or, la spéculation remplace le travail par le jeu, et elle côtoie de bien près la fraude quand elle ne se confond pas avec elle (3); elle sacrifie la prospérité générale et, la propriété de nombre d'individus à l'avantage de quelques-uns qui ont le talent d'exploiter tous les autres.

C'est un dicton vulgaire que les affaires, c'est l'argent des autres. Mais c'est là, il faut bien le dire, le renversement de tous les principes de la justice et de la solidarité sociale. C'est un véritable état de

brigandage qui menace la sécurité de tous.

La spéculation moderne a réalisé la fameuse dénomination de Proudhon: *«La propriété, c'est le vol»*.

Quand donc tous les propriétaires honnêtes comprendront-ils que ces abus qui s'abritent derrière la fausse notion de la propriété considérée comme un droit absolu, sont les véritables fléaux de la propriété? *«Est-ce que la propriété n'est pas arrachée des mains de ceux qui la possèdent par d'infâmes et audacieuses banqueroutes, plus souvent que par les brigands et les voleurs de profession?»* dit Channing. *«Quelques spéculateurs sans principes n'ont-ils pas quelquefois causé des souffrances et des maux plus étendus que tous les condamnés d'une prison publique?»*.

La société actuelle repose sur l'antagonisme et le désordre; la fortune des heureux du monde est faite de la misère et de la ruine de la multitude.

Il faut rétablir la solidarité qui est la condition de l'harmonie sociale, en ramenant l'égalité, audacieusement violée par l'injustice et la cupidité effrénée de quelques hommes.

Voilà le but que doivent se proposer les hommes politiques qui veulent vraiment assurer le bonheur de l'humanité en établissant le règne de la liberté et de la justice.

Il ne s'agit pas de procéder par la contrainte ni par la voie autoritaire. Mais il faut reconnaître aussi que la liberté du travail, dans les conditions actuelles de l'organisation industrielle, ne sert qu'à couvrir l'exploitation odieuse des travailleurs, surtout quand on lui donne pour corollaire, comme le font nos économistes et nos libéraux, la liberté du capital (4).

La libre concurrence est un champ clos où des hommes garrottés et désarmés sont livrés à d'autres munis de bonnes armes.

(2) Pour devenir une science sérieuse l'économie politique doit se transformer et devenir la science du travail, au lieu d'être la science de la richesse. *«La première source des richesses, c'est le travail»* dit Rossi. Le travail a des lois scientifiques, tandis que la richesse, en tant qu'elle est fondée sur l'inégalité sociale, n'est qu'un phénomène social transitoire, qui n'a rien de scientifique, et qui est destiné à disparaître quand les véritables lois du travail et de la société auront été découvertes.

(3) Il faut opposer aux débordements de la spéculation et de l'agiotage cette sage maxime de Franklin: *«Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous enrichir autrement que par le travail et l'économie, ne l'écoutez pas, c'est un empoisonneur»*. Que ce soit la condamnation et la flétrissure de toutes les opérations de Bourse, qui sont le scandale de notre époque, et une cause incessante de démoralisation publique.

(4) M. Jules Simon a écrit un livre sur la *Liberté*. Un des chapitres de ce livre est consacré à la liberté du capital. Le chapitre qui suit immédiatement est consacré à la liberté de l'atelier. Au nom de la liberté du capital, M. Jules Simon réprouve expressément le droit de coalition pour les ouvriers.

Pour que le capital et le travail pussent être dans des conditions réciproques de liberté il faudrait que leurs relations fussent établies sur un pied d'égalité, il faudrait que la révolution économique fût faite.

Or c'est précisément cette révolution qu'il s'agit de faire. Elle doit être, comme toutes les choses scientifiques, l'oeuvre de la science.

Dire que la liberté doit suffire pour résoudre la question sociale, comme le répètent communément nos libéraux, c'est dire une sottise, quand ce n'est pas consacrer une injustice.

C'est comme si l'on disait que la liberté suffit pour résoudre un problème scientifique quelconque.

Mais en proposant ainsi la liberté comme une solution de la question sociale, on fait preuve de tant de légèreté et d'ignorance que l'on ne s'aperçoit pas que l'on se heurte précisément au point le plus délicat, le plus grave et le plus complexe du problème.

Le problème est précisément de savoir comment la liberté peut être réalisée tant que la question sociale n'est pas résolue. Nous avons montré comment sans égalité il n'y avait pas de liberté, et comment l'égalité elle-même n'est qu'un mot si l'égalité sociale n'est pas réalisée.

Or, c'est par une organisation du travail conforme aux lois de la nature, aux lois de la science et de la justice, que l'on réalisera l'égalité sociale.

L'organisation du travail est le problème même de l'organisation sociale, qui embrasse l'organisation politique. C'est la plus haute, la plus grave question qui puisse être soulevée.

L'objet de la politique et de tous les efforts de l'activité humaine, c'est la réalisation du bien-être pour tous. Or l'organisation du travail doit nous donner la clef du bien-être universel.

Tous les systèmes socialistes ont pour objet l'organisation du travail.

Ce n'est pas la place ici d'exposer ni de discuter ces systèmes. Mais nous pensons en avoir dit assez pour avoir convaincu nos lecteurs qu'il s'agit avant tout de faire prévaloir ces trois principes essentiels, complètement méconnus dans l'organisation sociale actuelle:

Obligation du travail pour tous;

Garantie au travailleur de l'intégralité du produit de son travail;

Équivalence des fonctions.

Quand tout le monde travaillera, quand tout le monde jouira de l'intégralité du produit de son travail, quand il sera reconnu que tous les travaux se valent et que l'échange des produits et des services doit se faire entre tous les travailleurs sur le pied de l'égalité, la plupart des maux de l'état social actuel seront bien près de disparaître, et il n'y aura plus dans les fortunes ces inégalités choquantes qui sont actuellement un si grand obstacle à la justice. La solidarité, qui doit être la véritable loi de la société, prévaudra tout naturellement parce que l'antagonisme qui apporte actuellement un si grand trouble dans toutes les relations sociales, aura été tranché dans sa racine.

Les conditions seront égales. Il y aura parmi les travailleurs des fonctions diverses, comme il y a des aptitudes diverses parmi les hommes. Il y aura entre les travailleurs des rapports de subordination nécessaires, mais cette subordination sera librement consentie, et ne constituera pas une infériorité pour ceux qui l'accepteront; le plus souvent les directeurs du travail seront nommés à l'élection, comme les fonctionnaires de l'administration publique. Les fonctions industrielles seront décernées au plus capable et au plus digne tandis qu'elles sont décernées actuellement au plus riche. Il faut détruire le privilège de la richesse dans l'ordre économique, comme l'on a détruit le privilège de la naissance dans l'ordre civil.

Auguste VERMOREL.
